

DEBAT

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

I am going to take two questions and I will start with Renaud Girard.

Renaud Girard, grand reporter, *Le Figaro*

I am a journalist for *Le Figaro*. Both of you, Hubert and Carl, have been ministers and have attended a lot of councils in Brussels [Conseil des ministres des Affaires étrangères] every month. It seems that there is a paralysis in Brussels. What is your analysis of this paralysis and what do you suggest we do to overcome this dysfunction of diplomacy in the council in Brussels?

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

Je pense que nous ne sommes pas loin d'un stade où l'échange réel dans une discussion européenne est presque impossible, tant les postures sont publiques. Je dirai la même chose d'une négociation économique ou syndicale dans un pays donné. J'observe que dans la négociation en Allemagne sur le programme de la grande coalition et sur la composition du Gouvernement, beaucoup d'éléments sont connus et publics tandis qu'il existe aussi une dimension secrète ou discrète pendant un certain temps. Je défends des éléments de secret et un certain temps de secret. Je ne suis en revanche pas pour la diplomatie secrète, et encore moins pour les accords secrets.

Je pense néanmoins, s'agissant de 14-18 et contrairement à ce que disait le Président Wilson et que nous avons tous répétés depuis, que si tout avait été public, cela aurait pu être pire ou du moins, pas mieux, étant donné l'état d'excitation nationaliste de l'ensemble des opinions avant-guerre. Si tout avait été public, les opinions auraient plaidé pour que nous soyons plus durs, plus agressifs, plus militantistes, encore plus tôt.

C'était une parenthèse sur 14-18. Je ne suis donc pas pour la diplomatie constamment secrète.

Concernant le processus européen, j'ai vu l'évolution au fil des années où le temps sérieux de discussions entre ministres ou entre chefs d'État ou de gouvernement était de plus en plus réduit au profit des moments de postures ou d'une déclaration car chacun avait besoin de rentrer dans son pays en disant : « Grâce à moi, nous avons pris telle décision. Grâce à moi, nous avons empêché telle décision. ». De la même manière, certains parlementaires ne prennent la parole que deux fois par an pour que ce soit inscrit et qu'ils puissent montrer qu'ils ont une activité. C'est le même phénomène.

Nous avons inventé, il y a longtemps, la fameuse réunion Gymnich qui était l'occasion pour les ministres des Affaires étrangères de parler franchement, directement, sans préparation, sans collaborateurs. Là aussi, cela s'est alourdi et bureaucraté. De la même manière, le G5 est devenu le G7. Au départ, c'est une réunion restreinte avec un preneur de notes. C'est devenu un gigantesque barnum. Je plaide là aussi, y compris au niveau européen, pour reconstituer des moments dans lesquels nous devons vraiment pouvoir nous parler, sans tenir compte des réactions de l'opinion, même si nous la respectons. Il faut qu'un ministre puisse expliquer à un autre pourquoi dans son pays, il n'est pas possible d'employer telle formule, sans que cela soit un élément de déballage ou de théâtre. Je suis pour reconstituer cela. Ce n'est pas de la diplomatie secrète. C'est simplement le fait de pouvoir travailler dans des conditions normales. D'ailleurs, la plupart des professions normales seraient détruites si nous leur appliquions les exigences de déballage permanent qui sont imposées à la politique, et un peu maintenant à la diplomatie.

Je suis pour une réponse équilibrée.

**Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères**

Je suis fondamentalement d'accord avec une grande partie de ce qui a été dit. Je dirais que le principal danger est que nous avons tendance à être trop dans la médiation. Je ne devrais pas vous dire cela. Par exemple, prenons les réunions Gymnich que nous avons l'habitude d'avoir et que nous avons toujours. Les ministres sont supposés se réunir et passer une journée et demie à dialoguer. Il en était ainsi autrefois. Désormais les choses sont préparées minutieusement et chacun se précipite en permanence pour sortir en conférence de presse. C'est bon pour les médias et je suis résolument favorable à la diplomatie publique, vous l'avez remarqué, mais elle diminue la place pour le dialogue informel, pas nécessairement secret, mais je dirais ce dialogue informel nécessaire pour parvenir à un consensus.

L'Europe recense 28 nations. Nous sommes tous de petites nations. Tout le monde ne l'entend pas ainsi, mais nous sommes tous *de facto* de petites nations. Nous ne pouvons avoir un impact sur l'ordre du monde et être un partenaire de la scène mondiale que si nous travaillons ensemble. Nous sommes modelés par notre géographie, notre histoire, notre culture. Nous ne pouvons nous réunir que par le biais d'un dialogue approfondi et je pense qu'il est essentiel d'y consacrer plus de temps et d'espace pour que cela fonctionne.

Les chefs d'État européens se réunissent à la fin de la semaine prochaine pour discuter de ce que nous allons faire dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense. Nombre de détails techniques portent sur le ravitaillement, etc. mais l'un des aspects sur lesquels nous insistons est que nous avons besoin d'un débat stratégique approfondi. Si nous ne réussissons pas à mieux aligner les cultures et les débats stratégiques des pays européens, ce qui va prendre du temps, alors nous ne réussirons jamais à régler les aspects techniques du ravitaillement ou à savoir ce qu'il faut faire dans les divers conflits ou crises.

Je pense qu'un débat public approfondi et plus de temps et d'espace pour les leaders pour discuter de manière informelle seraient très utiles. Ce n'est qu'après cela que nous pouvons nous adresser aux médias.

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Hubert's discussion of the Iranian nuclear diplomacy reminds me that perhaps I should let you know that there are some indications that the Iranian foreign minister's mother is doing much better in the sense that in Washington last night, it was said by John Kerry and others that this is simply a break in the negotiations and they expect to resume the talks in a few days. That is not the view in Tehran, of course, but that is part of the problem, I guess.

Steven Erlanger, directeur du bureau londonien, *The New York Times*

Thank you, Jim. I have a specific question about Edward Snowden. I would like both of you to tell us whether you think Edward Snowden has done something good for the world and for diplomacy or something bad. Is he a hero or is he a traitor? Thank you.

Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères

Je ne sais pas. Je ne sais pas parce que je pense que pour le moment, les médias qui ont accès à ces matériaux ne publient rien qui soit réellement dommageable. J'ai un débat constant avec les médias suédois sur ces questions à l'heure actuelle concernant nos activités car nous menons des activités en Suède, même si c'est surprenant.

Je cite toujours en exemple ce que nous avons fait pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous avons mis sur écoute les câbles qui traversaient la Suède, et nous avons découvert la circulation d'informations diplomatiques et militaires allemandes et nous avons réussi à en percer les codes. Nous étions l'un des rares pays à avoir réussi. C'était une affaire extrêmement sensible. Nous avons vu venir Barbarossa et tout le reste. Nous avons tâché de garder secret la connaissance de cet opération spéciale, mais une personne à la marge de l'opération l'a évoquée en passant à une autre personne, qui a fait de même avec une autre personne, qui n'était autre qu'un agent des services secrets allemands et cela a tout fait capoter. Ils ont arrêté les communications et nous avons perdu cette source d'information, qui avait également alimenté les alliés.

Toutefois, la technologie que nous avons utilisée pour percer les codes était tellement sensible qu'il a fallu attendre le milieu des années 1990 ne serait-ce que pour divulguer que nous l'avions fait. Bien entendu, cela montre que certaines de ces affaires resteront extrêmement sensibles ; Si on les révélait, cela porterait gravement atteinte à la capacité de nos pays à préserver leur sécurité.

Est-ce que Snowden a fait pareille chose ? On dit savoir exactement ce que les Américains sont capables de faire et on doit savoir ce qui se passe avec les matériaux qui ont été manifestement transmis aux journalistes, mais non publiés, s'ils doivent finir dans des mains différents. C'est là que je vois un grand risque de perte de capacité.

Je pense qu'une leçon que nous devons tous retenir est que nous devons nous montrer plus publics sur ce genre de choses. En tant qu'agents publics, agents de l'État, nous devons dire, « l'État a un intérêt à la protection de sa sécurité. Certaines activités sont nécessaires. » Nous devons toutefois avoir des lois pour régir tout cela. Des organes de surveillance. Une légitimité ancrée dans nos parlements respectifs pour justifier ce que nous faisons et il doit y avoir des limites claires à ce que nous faisons.

Je pense que c'est quelque chose que nombre de pays ont négligé et nous en tirons aujourd'hui les leçons.

Un participant

Has the amount of information that is available and the data we have - made decision making in diplomacy better? Is the processing of information a problem? Is there an improvement in what flows in and comes out?

My second question is around the war on terror paradigm. How much of this is something we will live with for some time? Is it an aspect of the failure of diplomacy or the failure of states? As you know, a very tense issue for the United States is the use of drones in this aspect of the war on terror. I wanted to hear your insights on why this is an aspect of diplomacy today.

Carl Bildt, ministre suédois des Affaires étrangères

Première question, l'abondance d'information facilite-t-elle la politique ou non ? Je pense que la réponse est à la fois oui et non. Les informations sont disponibles pour que nous puissions prendre le pouls du monde. Nous pouvons accéder aux informations de manière transparente ainsi que par le biais d'autres moyens d'une manière jamais possible auparavant. La question reste de savoir ce qui parvient aux décideurs politiques haut placés et au moment opportun.

Vous avez besoin de transmettre les bonnes informations à la bonne personne au bon moment. Ce qui devient de plus en plus difficile. Je pense que l'un des problèmes qui se posent pour certaines administrations qui obtiennent des informations est qu'elles ne font pas correctement ce travail. Prenons l'exemple américain, le président américain bénéficie chaque jour d'une note, qui est le fruit du travail de toutes les agences de renseignements américaines. J'imagine que l'éditorial du *Washington Post* a plus d'effet sur sa prise de décision parce que le journal digère l'information plus rapidement que quiconque.

Il est primordial de digérer cette masse d'informations et de trier de ce qui est pertinent. Les bureaucraties plus lourdes sont donc handicapées par rapport aux plus légères.

La seconde question porte sur la guerre de la terreur. Non, ce n'est pas une question diplomatique parce que la diplomatie porte essentiellement sur les relations d'État à État. C'est une question de sécurité, de contre-terrorisme et de coopération contre-terroriste. Il s'agit de bâtir des États qui soient stables. Les américains souhaitent cette construction de nations afin que les États puissent faire face aux défis du terrorisme, mais c'est une question légèrement différente.

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

En ce qui concerne le temps de réaction de plus en plus court, je pense qu'il est en train de dégrader la décision publique. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut à la fois réagir et garder une capacité de penser, de réflexion et de stratégie. La réaction à laquelle la plupart des politiciens modernes ou les porte-paroles des ministères sont obligés de se soumettre devrait être simplement de dire : « Nous réfléchissons », pour gagner du temps de réflexion. Cela a l'air d'une plaisanterie mais ça ne l'est pas. Quelques rares grands hommes d'État ou diplomates arrivent à résister.

En ce qui concerne le terrorisme, la question se posait plus intensément il y a quelques années. Je pense que la formule « la guerre contre le terrorisme » a toujours été incompréhensible parce que on ne fait pas la guerre à une technique. Et ce n'est pas à proprement parler une guerre. Nous faisons la guerre à un ennemi, à quelque chose de dangereux. Nous pouvons faire la guerre pour empêcher des terroristes d'atteindre tel ou tel objectif. Considérer que la guerre contre le terrorisme devient le centre de l'activité internationale était à mon avis débile. Cela ne pouvait évidemment pas se traduire par une politique étrangère. Les vrais objectifs demeurent. Bien sûr, lutter contre les terroristes, contenir le terrorisme par des procédés de surveillance, d'écoute, de police, d'informatique ou d'action de terrain est une nécessité.

Le vrai problème de l'héritage de Georges W. Bush est la confusion entre les deux. Il faut lutter sans arrêt et impitoyablement contre les terroristes, qui, de toute façon, perdront, au bout du compte. Les terroristes ne peuvent pas gagner contre le monde moderne et les démocraties. Les démocraties ne se renversent pas. Le combat est perdu d'avance pour eux. Il faut les contenir inflexiblement. Je ne pense pas qu'il faille en faire le sujet n°1 et encore moins une politique étrangère.

En élisant Obama, les Américains avaient théoriquement tourné cette page, même si la confusion des concepts demeure présente dans trop d'esprits.

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Je vous remercie pour les réponses sérieuses apportées aux questions sérieuses.

I am going to end the session.